

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

N. 3747

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli affari esteri**

(FINI)

**di concerto col Ministro dell'interno**

(PISANU)

**col Ministro della giustizia**

(CASTELLI)

**col Ministro dell'economia e delle finanze**

(TREMONTI)

**e col Ministro delle comunicazioni**

(LANDOLFI)

*(V. Stampato Camera n. 6169)*

*approvato dalla Camera dei deputati il 19 gennaio 2006*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 23 gennaio 2006*

---

Ratifica ed esecuzione del Protocollo sui privilegi e le immunità  
dell'Autorità internazionale dei fondi marini, fatto a Kingston  
il 27 marzo 1998

---

## DISEGNO DI LEGGE

---

### Art. 1.

*(Autorizzazione alla ratifica)*

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo sui privilegi e le immunità dell'Autorità internazionale dei fondi marini, fatto a Kingston il 27 marzo 1998.

### Art. 2.

*(Ordine di esecuzione)*

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 18, paragrafo 2, del Protocollo stesso.

### Art. 3.

*(Entrata in vigore)*

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

البروتوكول المتعلق بامتيازات السلطة  
الدولية لقاع البحار وحصاناتها

国际海底管理局特权和豁免议定书

PROTOCOL ON THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE  
INTERNATIONAL SEABED AUTHORITY

PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE  
L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

ПРОТОКОЛ О ПРИВИЛЕГИЯХ И ИММУНИТЕТАХ МЕЖДУНАРОДНОГО  
ОРГАНА ПО МОРСКОМУ ДНУ

PROTOCOLO SOBRE LOS PRIVILEGIOS E IMMUNIDADES DE  
LA AUTORIDAD INTERNACIONAL DE LOS FONDS MARINOS



PROTOCOLE  
SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS  
DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE  
DES FONDS MARINS



NATIONS UNIES  
1998

**PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS  
DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS**

Les États Parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établit l'Autorité internationale des fonds marins,

Rappelant que l'article 176 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que l'Autorité possède la personnalité juridique internationale et a la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts,

Notant que l'article 177 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que l'Autorité jouit, sur le territoire de chaque État Partie à la Convention, des privilèges et immunités prévus dans la sous-section G de la section 4 de la partie XI de la Convention et que les privilèges et immunités relatifs à l'Entreprise sont prévus à l'article 13 de l'annexe IV,

Considérant que certains privilèges et immunités additionnels sont nécessaires pour que l'Autorité internationale des fonds marins puisse exercer ses fonctions,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

EMPLOI DES TERMES

Aux fins du présent Protocole :

- a) Le terme "Autorité" désigne l'Autorité internationale des fonds marins;
- b) Le terme "Convention" désigne la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982;
- c) Le terme "Accord" désigne l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982. Conformément à l'Accord, les dispositions de celui-ci et celles de la partie XI de la Convention doivent être interprétées et appliquées ensemble comme un seul et même instrument; le présent Protocole et les références dans le présent Protocole à la Convention doivent être interprétés et appliqués de même;

- d) Le terme "Entreprise" désigne l'organe de l'Autorité ainsi dénommé dans la Convention;
- e) Le terme "membre de l'Autorité" désigne :
- i) Tout État Partie à la Convention; et
  - ii) Tout État ou entité qui est membre de l'Autorité à titre provisoire en application du paragraphe 12, lettre a, de la section 1 de l'annexe de l'Accord;
- f) Le terme "représentants" désigne les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires des délégations;
- g) Le terme "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins.

## Article 2

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice du statut juridique et des privilèges et immunités accordés à l'Autorité et à l'Entreprise qui sont prévus respectivement dans la sous-section g de la section 4 de la partie XI et à l'article 13 de l'annexe IV de la Convention, tout État Partie au présent Protocole accorde à l'Autorité et à ses organes, aux représentants des membres de l'Autorité, aux fonctionnaires de l'Autorité et aux experts en mission pour le compte de l'Autorité les privilèges et immunités spécifiés dans le présent Protocole.

## Article 3

### PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE L'AUTORITÉ

1. L'Autorité possède la personnalité juridique internationale. Elle a la capacité :
  - a) De contracter;
  - b) D'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers;
  - c) D'ester en justice.

## Article 4

### INVOLABILITÉ DES LOCAUX DE L'AUTORITÉ

Les locaux de l'Autorité sont inviolables.

Article 5

## FACILITÉS D'ORDRE FINANCIER ACCORDÉES À L'AUTORITÉ

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financier, l'Autorité peut librement :
  - a) Acheter toutes monnaies par les voies autorisées, les détenir et en disposer;
  - b) Détenir des fonds, des valeurs, de l'or, des métaux précieux ou des devises quelconques et avoir des comptes dans n'importe quelle monnaie;
  - c) Transférer ses fonds, ses valeurs, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.
2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Autorité tient dûment compte de toutes représentations pouvant lui être faites par le gouvernement de l'un ou l'autre de ses membres, dans la mesure où elle estime pouvoir y donner suite sans nuire à ses intérêts.

Article 6

## DRAPEAU ET EMBLÈME

L'Autorité a le droit d'arborer son drapeau et son emblème sur ses locaux et sur ses véhicules officiels.

Article 7

## REPRÉSENTANTS DES MEMBRES DE L'AUTORITÉ

1. Les représentants des membres de l'Autorité aux réunions convoquées par celle-ci jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leur voyage à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités ci-après :
  - a) L'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf dans la mesure où le membre qu'ils représentent y renonce expressément dans un cas particulier;
  - b) L'immunité d'arrestation ou de détention et les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques;
  - c) L'inviolabilité de tous papiers et documents;

d) Le droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valise scellée;

e) L'exemption, pour eux-mêmes et leur conjoint, de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers ou de toutes obligations de service national dans l'État où ils se rendent ou par lequel ils transitent dans l'exercice de leurs fonctions;

f) Les mêmes facilités en ce qui concerne leurs opérations de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers de rang comparable en mission officielle temporaire.

2. En vue d'assurer aux représentants des membres de l'Autorité une liberté de parole et une indépendance complètes dans l'exercice de leurs fonctions, l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis par eux dans le cadre desdites fonctions continue à leur être accordée même lorsqu'ils ont cessé de représenter un membre de l'Autorité.

3. Aux fins de toute forme d'imposition subordonnée à la résidence, les périodes pendant lesquelles les représentants des membres de l'Autorité aux réunions convoquées par celle-ci se trouvent sur le territoire d'un membre de l'Autorité pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

4. Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des membres de l'Autorité non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Par conséquent, tout membre de l'Autorité a le droit et le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite et peut être levée sans nuire au but pour lequel elle a été accordée.

5. Les représentants des membres de l'Autorité sont tenus d'avoir pour tous véhicules qu'ils possèdent ou utilisent l'assurance de responsabilité civile exigée par les lois et règlements de l'État dans lequel les véhicules sont utilisés.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne sont pas opposables aux autorités du membre de l'Autorité dont l'intéressé est ressortissant ou dont il est ou a été le représentant.

#### Article 8

#### FONCTIONNAIRES



1. Le Secrétaire général fixe les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe 2 du présent article. Il en soumet la liste à l'Assemblée et en donne ensuite communication aux gouvernements de tous les membres de l'Autorité. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des membres de l'Autorité.
2. Les fonctionnaires de l'Autorité, quelle que soit leur nationalité, jouissent des privilèges et immunités ci-après :
  - a) L'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux en leur qualité officielle;
  - b) L'immunité d'arrestation ou de détention pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle;
  - c) L'exemption d'imposition sur les traitements et émoluments qu'ils perçoivent de l'Autorité ou sur toute autre forme de versement qui leur est fait par celle-ci;
  - d) L'exemption de toutes obligations relatives au service national, étant toutefois entendu que la présente disposition n'est opposable aux États dont ils sont ressortissants que pour les fonctionnaires de l'Autorité dont le nom a été inscrit, en raison de leurs fonctions, sur une liste établie par le Secrétaire général et approuvée par l'État concerné; pour les autres fonctionnaires de l'Autorité, en cas d'appel au service national, l'État concerné accorde, à la demande du Secrétaire général, le sursis nécessaire pour éviter que l'intéressé n'ait à interrompre des tâches essentielles;
  - e) L'exemption, pour eux-mêmes, leur conjoint et les membres de leur famille à leur charge, de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers;
  - f) Les mêmes privilèges et facilités de change que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès des gouvernements concernés;
  - g) Le droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays concerné;

h) L'exemption d'inspection de leurs bagages personnels, à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire que ceux-ci contiennent des articles qui ne sont pas destinés à un usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de la partie concernée; en pareil cas, l'inspection se fait en présence du fonctionnaire, et s'il s'agit de bagages officiels, en présence du Secrétaire général ou de son représentant autorisé;

i) En période de crise internationale, les mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes, leur conjoint et les membres de leur famille à leur charge, que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

3. En sus des privilèges et immunités spécifiés au paragraphe 2, le Secrétaire général ou tout fonctionnaire qui le remplace en son absence et le Directeur général de l'Entreprise ainsi que leur conjoint et leurs enfants mineurs jouissent des mêmes privilèges, immunités, exemptions et facilités que ceux qui sont accordés aux agents diplomatiques, conformément au droit international.

4. Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Le Secrétaire général a le droit et le devoir de lever l'immunité de tout fonctionnaire lorsque, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite, et peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Autorité. S'agissant du Secrétaire général, c'est l'Assemblée qui a qualité pour prononcer la levée des immunités.

5. L'Autorité collabore à tout moment avec les autorités compétentes de ses membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités visés dans le présent article.

6. Les fonctionnaires de l'Autorité sont tenus d'avoir pour tous véhicules qu'ils possèdent ou utilisent l'assurance de responsabilité civile exigée par les lois et règlements de l'État concerné.

#### Article 9

#### EXPERTS EN MISSION POUR LE COMPTE DE L'AUTORITÉ

1. Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article 8), lorsqu'ils accomplissent une mission pour l'Autorité, jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps de voyage, des privilèges et immunités requis pour exercer leurs fonctions en toute

indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités ci-après :

- a) L'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
- b) L'immunité totale de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même lorsqu'ils ont cessé d'effectuer des missions pour l'Autorité;
- c) L'inviolabilité de tous papiers et documents;
- d) Le droit, pour leurs communications avec l'Autorité, de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valise scellée;
- e) L'exemption d'imposition sur les traitements et émoluments qu'ils perçoivent de l'Autorité ou sur toute autre forme de versement qui leur est fait par celle-ci. La présente disposition n'est pas opposable au membre de l'Autorité dont l'intéressé est ressortissant;
- f) Les mêmes facilités monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

2. Les privilèges et immunités sont accordés aux experts non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Le Secrétaire général a le droit et le devoir de lever l'immunité de tout expert lorsque, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite, et peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Autorité.

#### Article 10

#### RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS

Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes visées aux articles 7, 8 et 9 sont tenues de respecter les lois et règlements du membre de l'Autorité sur le territoire duquel elles se trouvent ou par le territoire duquel elles transitent au service de l'Autorité. Elles sont également tenues de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures de ce membre.

#### Article 11

#### LAISSEZ-PASSER ET VISAS

1. Sans préjuger de la possibilité que l'Autorité délivre ses propres documents de voyage, les États Parties au présent Protocole reconnaissent et acceptent les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires de l'Autorité.

2. Lorsque des visas sont nécessaires, il est donné suite dans les meilleurs délais aux demandes déposées par des fonctionnaires de l'Autorité; les demandes déposées par des fonctionnaires de l'Autorité titulaires d'un laissez-passer des Nations Unies doivent être accompagnées d'une attestation certifiant que ceux-ci voyagent officiellement au service de l'Autorité.

#### Article 12

##### RAPPORTS ENTRE L'ACCORD DE SIÈGE ET LE PROTOCOLE

Les dispositions du présent Protocole complètent celles de l'Accord de siège. Dans la mesure où une disposition du présent Protocole et une disposition de l'Accord de siège portent sur le même sujet, les deux dispositions sont, chaque fois que possible, considérées comme complémentaires, de sorte qu'elles soient toutes deux applicables et qu'aucune d'elles n'ait sur l'autre un effet restrictif; toutefois, en cas de conflit, ce sont les dispositions de l'Accord de siège qui l'emportent.

#### Article 13

##### ACCORDS ADDITIONNELS

Le présent Protocole ne remet en cause ni ne restreint en rien les privilèges et immunités que l'Autorité a pu obtenir, ou qu'elle pourrait obtenir par la suite, d'un de ses membres en raison de l'implantation de son siège ou de centres ou bureaux régionaux sur le territoire de ce dernier. Il n'interdit pas la conclusion d'accords additionnels entre l'Autorité et l'un ou l'autre de ses membres.

#### Article 14

##### RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Concernant la mise en pratique des privilèges et immunités accordés en vertu du présent Protocole, l'Autorité prend des dispositions appropriées en vue du règlement satisfaisant :

- a) Des différends de droit privé auxquels elle est partie;
- b) Des différends mettant en cause tout fonctionnaire de l'Autorité ou tout expert en mission pour le compte de l'Autorité qui en raison de ses fonctions officielles jouit de l'immunité, si celle-ci n'a pas été levée par le Secrétaire général.

2. Tout différend entre l'Autorité et l'un de ses membres concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui n'est pas réglé par voie de consultation ou de négociation ou par un autre mode convenu de règlement des différends dans les trois mois

suivant le dépôt d'une demande par l'une des parties au différend est renvoyé, à la demande de l'une ou l'autre des parties, devant un collège de trois arbitres dont la sentence sera définitive et contraignante :

a) L'un des arbitres devant être désigné par le Secrétaire général, un deuxième devant être désigné par l'autre partie au différend et le troisième, qui assurera la présidence, devant être choisi par les deux premiers arbitres;

b) Si l'une ou l'autre des parties n'a pas désigné d'arbitre dans les deux mois suivant la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le Président du Tribunal international du droit de la mer procède à la désignation. Si les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'accorder sur le choix du troisième arbitre dans les trois mois suivant leur désignation, le Président du Tribunal international du droit de la mer choisit le troisième arbitre à la demande du Secrétaire général ou de l'autre partie au différend.

#### Article 15

#### SIGNATURE

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les membres de l'Autorité au siège de l'Autorité internationale des fonds marins à Kingston (Jamaïque) du 17 au 28 août 1998, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 16 août 2000.

#### Article 16

#### RATIFICATION

Le présent Protocole est soumis à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article 17

#### ADHÉSION

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les membres de l'Autorité. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article 18

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entrera en vigueur 30 jours après la date de dépôt du dixième instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion.

2. Pour chaque membre de l'Autorité qui le ratifiera, l'approuvera, l'acceptera ou y adhérera après le dépôt du dixième instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion.

#### Article 19

##### APPLICATION PROVISOIRE

Tout État qui a l'intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Protocole ou d'y adhérer pourra, à tout moment, aviser le dépositaire qu'il l'appliquera à titre provisoire pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

#### Article 20

##### DÉNONCIATION

1. Tout État Partie pourra dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification, à moins que celle-ci n'indique une date ultérieure.

2. En cas de dénonciation, tout État Partie demeurera tenu de s'acquitter de toute obligation prévue dans le présent Protocole à laquelle l'astreint le droit international indépendamment du Protocole.

#### Article 21

##### DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le dépositaire du présent Protocole.

#### Article 22

##### TEXTES FAISANT FOI

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Protocole font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le Protocole.

OUVERT À LA SIGNATURE à Kingston, du dix-sept au vingt-huit août mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, en un seul original établi dans les langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Traduzione non ufficiale

## PROTOCOLLO SUI PRIVILEGI E LE IMMUNITA' DELL'AUTORITA' INTERNAZIONALE DEI FONDI MARINI

Gli Stati Parti al presente Protocollo

Considerando che la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare istituisce l'Autorità internazionale dei fondi marini

Ricordando che l'articolo 176 della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare stabilisce che l'Autorità ha personalità giuridica internazionale e che ha la capacità giuridica richiesta per esercitare le sue funzioni e conseguire i suoi scopi.

Rilevando che l'articolo 177 della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare dispone che l'Autorità gode, sul territorio di ciascuno Stato Parte della Convenzione, dei privilegi e delle immunità previste nella sotto-sezione G della sezione 4 della parte XI della Convenzione e che i privilegi e le immunità relative all'Ente sono previsti all'articolo 13 dell'Annesso IV,

Considerando che sono necessari privilegi ed immunità addizionali affinché l'Autorità internazionale dei fondi marini possa esercitare le sue funzioni,

Hanno convenuto quanto segue

### Articolo primo

#### USO DEI TERMINI

Ai fini del presente Accordo:

- a) Per <<Autorità>> s'intende l'Autorità internazionale dei fondi marini;
- b) Per <<Convenzione>> s'intende la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982;
- c) Per <<Accordo>> s'intende l'Accordo relativo all'applicazione della parte XI della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982. In conformità all'Accordo, le disposizioni di quest'ultimo e quelle della parte IX della Convenzione devono essere interpretate ed applicate insieme, come solo ed unico strumento; allo stesso modo andranno interpretati ed applicati il presente Protocollo ed i riferimenti alla Convenzione contenuti in detto Protocollo;
- d) Per <<Ente>> s'intende l'organo dell'Autorità in tal modo designato nella Convenzione;
- e) Per <<membro dell'Autorità>> s'intende:
  - Ogni Stato Parte alla Convenzione; e

- Ogni Stato o ente membro dell'Autorità a titolo provvisorio in attuazione del paragrafo 12 capoverso a) della sezione 1 dell'annesso dell'Accordo;
- f) Per <<rappresentanti>> s'intendono i rappresentanti, i rappresentanti sostituiti, i consiglieri, gli esperti tecnici ed i segretari delle delegazioni;
- g) Per <<Segretario generale>> s'intende il Segretario generale dell'Autorità internazionale dei fondi marini.

## Articolo 2

### DISPOSIZIONI GENERALI

Fatto salvo lo statuto giuridico ed i privilegi e le immunità concesse all'Autorità e all'Ente, rispettivamente previsti nella sotto-sezione g della sezione 4 della parte XI ed all'articolo 13 dell'annesso IV della Convenzione, ogni Stato Parte del presente Protocollo concede all'Autorità ed ai suoi organi, ai rappresentanti dei membri dell'Autorità, ai funzionari dell'Autorità ed agli esperti in missione per conto dell'Autorità, i privilegi e le immunità specificate nel presente Protocollo.

## Articolo 3

### PERSONALITA' GIURIDICA DELL'AUTORITA'

1. L'Autorità ha personalità giuridica internazionale. Essa ha la capacità:
  - a) di contrattare;
  - b) di acquisire e di alienare beni mobili ed immobili;
  - c) di avere legittimazione processuale.

## Articolo 4

### INVIOLABILITA' DEI LOCALI DELL'AUTORITA'

I locali dell'Autorità sono inviolabili.

## Articolo 5

### AGEVOLAZIONI DI TIPO FINANZIARIO CONCESSE ALL'AUTORITA'

1. Senza essere vincolata da alcun controllo, regolamentazione o moratoria finanziaria, l'Autorità può liberamente:
  - a) Acquistare qualsiasi moneta per mezzo delle vie autorizzate, detenerle e disporne;
  - b) Detenere fondi, valori oro, metalli preziosi o valute da un paese all'altro, o all'interno di qualsiasi paese e convertire tutte le valute che detiene in qualsiasi altra moneta.
2. Nell'esercizio dei diritti che le sono concessi ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, l'Autorità tiene debitamente conto di qualsiasi questione eventualmente fatta valere dal governo di tale o talaltro dei suoi Membri, sempre che ritenga di poter darvi seguito senza nuocere ai propri interessi.



Articolo 6

## BANDIERA ED EMBLEMA

L'autorità ha diritto d'inalberare la sua bandiera ed il suo emblema nei suoi locali e sui suoi veicoli ufficiali.

Articolo 7

## RAPPRESENTANTI DEI MEMBRI DELL'AUTORITÀ

1. I rappresentanti dei membri dell'Autorità alle riunioni convocate da quest'ultima, godono, nell'esercizio delle loro funzioni e durante il viaggio verso il luogo della riunione o in provenienza da questo luogo, dei seguenti privilegi ed immunità:
  - a) immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, scritti ed atti compiuti nell'esercizio delle loro funzioni, salvo se il membro che rappresentano vi rinuncia espressamente in un caso particolare;
  - b) immunità da arresto o detenzione, e le stesse immunità ed agevolazioni per quanto riguarda il loro bagaglio personale, di quelle concesse agli agenti diplomatici;
  - c) inviolabilità di tutta la documentazione e dei documenti personali;
  - d) diritto di utilizzare codici e di ricevere documenti o corrispondenza per corriere o valigia sigillata;
  - e) esenzione, per loro stessi e per il coniuge, da ogni misura restrittiva relativa all'immigrazione e dalle formalità di registrazione degli stranieri, nonché da qualsiasi obbligo relativo al servizio nazionale nello Stato in cui si recano, o in cui transitano nell'esercizio delle loro funzioni;
  - f) le medesime agevolazioni, per quanto concerne le operazioni di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi esteri di rango paragonabile, in missione ufficiale temporanea.
2. In vista di assicurare ai rappresentanti dei membri dell'Autorità una completa libertà di parola ed una completa indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, l'immunità dalla giurisdizione per tutti gli atti da essi compiuti nell'ambito di tali funzioni, continua ad essere loro concessa anche quando hanno cessato di rappresentare un membro dell'Autorità.
3. Ai fini di qualsiasi forma d'imposizione fiscale subordinata alla residenza, per i periodi durante i quali i rappresentanti dei membri dell'Autorità che assistono alle riunioni convocate da quest'ultima, si trovano sul territorio di un membro dell'Autorità per l'esercizio delle loro funzioni, sono considerati come periodi di residenza.
4. I privilegi e le immunità sono concessi ai rappresentanti dei membri dell'Autorità, non a loro vantaggio personale, ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che essi svolgono presso l'Autorità. Di conseguenza, ogni membro dell'Autorità ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità del suo rappresentante in tutti i casi in cui a suo giudizio, l'immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza nuocere allo scopo per il quale è stata concessa.
5. I rappresentanti dei membri dell'Autorità sono tenuti a sottoscrivere per tutti i veicoli di cui sono proprietari e che utilizzano, l'assicurazione di responsabilità civile prevista dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui questi veicoli sono utilizzati.
6. Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 non sono opponibili alle autorità del membro dell'Autorità di cui l'interessato è cittadino, o di cui è, o è stato rappresentante.

Articolo 8

## FUNZIONARI

1. Il Segretario generale stabilisce le categorie di funzionari cui si applicano le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo. Esso sottopone la lista all'Assemblea, e la comunica in seguito ai governi di tutti i membri dell'Autorità. I nominativi dei funzionari inclusi in queste categorie sono periodicamente comunicati ai governi dei membri dell'Autorità.
2. I funzionari dell'Autorità, a prescindere dalla loro nazionalità, godono dei seguenti privilegi ed immunità:
  - a) immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, i loro scritti e tutti gli atti da essi compiuti nella loro qualifica ufficiale;
  - b) immunità dall'arresto o dalla detenzione per gli atti da essi compiuti nella loro qualità ufficiale;
  - c) esenzione da tassazione sugli stipendi e gli emolumenti che percepiscono dall'Autorità, o su qualsiasi altra forma di versamento ad essi corrisposto da quest'ultima;
  - d) esenzione da ogni obbligo relativo al servizio nazionale, rimanendo tuttavia inteso che la presente disposizione è opponibile agli Stati di cui sono cittadini solo per quanto riguarda i funzionari dell'Autorità il cui nome è stato iscritto, per via delle loro funzioni in una lista compilata dal Segretario generale e approvata dallo Stato interessato; per gli altri funzionari dell'Autorità, in casi di chiamata al servizio nazionale, lo Stato interessato può concedere un rinvio, a richiesta del Segretario generale, per evitare che l'interessato debba interrompere mansioni essenziali;
  - e) esenzione, per essi stessi, il coniuge ed i familiari a carico, da ogni misura restrittiva relativa all'immigrazione e da tutte le formalità di registrazione degli stranieri;
  - f) stessi privilegi ed agevolazioni di cambio di quelle concesse ai funzionari di rango paragonabile, appartenenti alle rappresentanze diplomatiche accreditate presso i governi interessati;
  - g) diritto d'importare in franchigia la loro mobilia ed i loro bagagli al momento dell'assunzione iniziale delle loro funzioni nel paese in questione;
  - h) esenzione da qualsiasi ispezione dei bagagli personali, salvo se esistono motivi validi per ritenere che questi ultimi contengono articoli non destinati ad un uso personale, o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena; in tal caso si procede all'ispezione in presenza del funzionario nonché, ove trattasi di bagagli ufficiali, in presenza del Segretario generale o del suo rappresentante autorizzato;
  - i) in periodo di crisi internazionale, le stesse agevolazioni di rimpatrio, per loro stessi, il coniuge ed i familiari a carico, di quelle concesse agli agenti diplomatici.

3. Oltre ai privilegi ed alle immunità specificate al paragrafo 2, il Segretario generale o, in sua assenza, il funzionario che lo sostituisce, ed il Direttore generale dell'Erite, nonché il coniuge ed i figli minorenni, godono degli stessi privilegi, immunità, esenzioni ed agevolazioni di quelle concesse agli agenti diplomatici in conformità al diritto internazionale.
4. I privilegi e le immunità sono concessi ai funzionari non a loro vantaggio personale, ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che essi svolgono presso l'Autorità. Il Segretario generale ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità di qualsiasi funzionario quando a suo giudizio, tale immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza nuocere agli interessi dell'Autorità. Ove si tratti del Segretario generale, l'Assemblea è competente a pronunciare la sospensione delle immunità.
5. L'Autorità collabora in ogni momento con le autorità competenti dei suoi membri in vista di facilitare una corretta amministrazione della giustizia, garantire l'osservanza dei regolamenti di polizia ed evitare qualsiasi abuso cui potrebbero dar luogo i privilegi, le immunità e le agevolazioni di cui nel presente articolo.
6. I funzionari dell'Autorità sono tenuti a sottoscrivere, per tutti i veicoli di cui sono proprietari o che utilizzano, l'assicurazione di responsabilità civile prevista dalle leggi e dai regolamenti dello Stato interessato.

#### Articolo 9

##### ESPERTI IN MISSIONE PER CONTO DELL'AUTORITÀ

1. Gli esperti (diversi dai funzionari di cui all'articolo 8), quando compiono una missione per l'Autorità, godono durante tutta la missione, ivi compresa la durata del viaggio, dei privilegi e delle immunità richieste per esercitare le loro funzioni in piena indipendenza. In particolare, essi godono dei seguenti privilegi ed immunità:
  - a) dell'immunità dall'arresto o dalla detenzione, e dal sequestro dei bagagli personali;
  - b) dell'immunità totale dalla giurisdizione per le loro parole, i loro scritti e gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità sussiste anche se hanno cessato di effettuare missioni per l'Autorità;
  - c) inviolabilità di tutta la documentazione e dei documenti personali;
  - d) diritto, per le loro comunicazioni con l'Autorità, di utilizzare codici e di ricevere documenti o corrispondenza per corriere o valigia sigillata;
  - e) esenzione da ogni imposizione fiscale sugli stipendi e gli emolumenti che percepiscono dall'Autorità o su ogni altra forma di versamento fatto da quest'ultima. La presente disposizione non è opponibile nei confronti del membro dell'Autorità di cui l'interessato è cittadino;
  - f) stesse agevolazioni monetarie o di cambio di quelle concesse ai rappresentanti di governi esteri in missione ufficiale temporanea.
2. I privilegi e le immunità sono concessi agli esperti non a loro vantaggio personale ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che svolgono presso l'Autorità. Il Segretario generale ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità di qualsiasi funzionario quando, a suo giudizio,

l'immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza pregiudicare gli interessi dell'Autorità.

#### Articolo 10

### OSSERVANZA DELLE LEGGI E DEI REGOLAMENTI

Fatti salvi i loro privilegi ed immunità, tutte le persone di cui agli articoli 7, 8 e 9 hanno l'obbligo di rispettare le leggi ed i regolamenti del membro dell'Autorità sul cui territorio si trovano, o sul cui territorio esse transitano al servizio dell'Autorità. Esse hanno altresì l'obbligo di non interferire negli affari interni di detto membro.

#### Articolo 11

### LASCIAPASSARE E VISTI

1. Fatta salva la possibilità che l'Autorità rilasci i propri documenti di viaggio, gli Stati Parti del presente Protocollo riconoscono ed accettano i lasciapassare delle Nazioni Unite rilasciati ai funzionari dell'Autorità.
2. Quando occorrono dei visti, le relative domande sottoposte dai funzionari dell'Autorità sono trattate al più presto; le domande depositate da funzionari dell'Autorità titolari di un lasciapassare delle Nazioni Unite devono essere accompagnate da un certificato attestante che questi ultimi viaggiano ufficialmente al servizio dell'Autorità.

#### Articolo 12

### RELAZIONI FRA L'ACCORDO DI SEDE ED IL PROTOCOLLO

Le disposizioni del presente Protocollo completano quelle dell'Accordo di sede. Quando una disposizione del presente Accordo ed una disposizione dell'Accordo di sede attengono al medesimo oggetto, le due disposizioni sono, ogni qualvolta ciò è possibile, considerate complementari, in modo che siano entrambe applicabili e che nessuna delle due abbia sull'altra un effetto limitativo; tuttavia, in caso di conflittualità, prevalgono le disposizioni dell'Accordo di sede.

#### Articolo 13

### ACCORDI ADDIZIONALI

Il presente Protocollo non rimette in discussione, né limita in alcun modo i privilegi e le immunità che l'Autorità ha potuto ottenere, o che potrebbe in seguito ottenere da uno dei suoi membri in ragione dell'insediamento sul suo territorio di una sede o di centri o uffici regionali. Il presente Protocollo non osta alla conclusione di accordi addizionali fra l'Autorità e qualsiasi membro di quest'ultima.

Articolo 14

## SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. Relativamente all'attuazione pratica dei privilegi e delle immunità concesse in forza del presente Protocollo, l'Autorità adotta adeguate disposizioni in vista di una soluzione soddisfacente:
  - a) delle controversie di diritto privato di cui è Parte;
  - b) delle controversie implicanti qualsiasi funzionario dell'Autorità o esperto in missione per conto dell'Autorità, il quale beneficia dell'immunità in ragione delle sue funzioni ufficiali, se tale immunità non è stata abrogata dal segretario generale.
  
2. Ogni controversia fra l'Autorità ed uno dei suoi membri, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, che non è stata risolta per via consultiva o negoziale, o con ogni altro mezzo convenuto per la soluzione delle controversie, è deferita, a domanda di una delle parti, ad un collegio di tre arbitri la cui sentenza darà definitiva e vincolante:
  - a) uno degli arbitri dovrà essere designato dal Segretario generale, il secondo dall'altra parte della controversia ed il terzo, il quale presiederà, dai primi due arbitri;
  - b) se una delle Parti non ha nominato un arbitro entro due mesi a decorrere dalla nomina di un arbitro ad opera dell'altra parte, il Presidente del Tribunale internazionale del diritto del mare procede alla designazione: Se i primi due arbitri non riescono ad intendersi sulla scelta del terzo arbitro nei tre mesi successivi alla loro designazione, il Presidente del Tribunale Internazionale del Diritto del Mare sceglie il terzo arbitro a richiesta del Segretario generale o dell'altra parte alla controversia.

Articolo 15

## FIRMA

Il presente protocollo è aperto alla firma di tutti i membri dell'Autorità presso la sede dell'Autorità internazionale dei fondi marini a Kingston (Giamaica) dal 17 al 28 agosto 1998, e successivamente presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York fino al 16 agosto 2000.

Articolo 16

## RATIFICA

Il presente Protocollo è sottoposto a ratifica, approvazione o accettazione. Gli strumenti di ratifica, di approvazione o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 17

## ADESIONE

Il presente Protocollo rimarrà aperto all'adesione di tutti i membri dell'Autorità. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 18

## ENTRATA IN VIGORE

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore 30 giorni dopo la data di deposito del decimo strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione.
2. Per ciascun membro dell'Autorità che lo ratificherà, lo approverà, lo accetterà o vi aderirà dopo il deposito del decimo strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, il presente Protocollo entrerà in vigore in trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione.

Articolo 19

## APPLICAZIONE PROVVISORIA

Ogni Stato che intende ratificare, approvare o accettare il presente protocollo o aderirvi, può in qualsiasi momento notificare al depositario che lo applicherà a titolo provvisorio per un periodo non superiore a due anni.

Articolo 20

## DENUNCIA

1. Ogni Stato Parte può denunciare il presente Protocollo per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia ha effetto un anno dopo la data di ricevimento della notifica, salvo se quest'ultima indica una data ulteriore.
2. In caso di denuncia, ogni Stato Parte rimarrà tenuto ad adempiere ad ogni obbligo previsto nel presente Protocollo, al quale in forza del diritto internazionale a prescindere dal Protocollo.

Articolo 21

## DEPOSITARIO

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è depositario del presente Protocollo.

Articolo 22

TESTI FACENTI FEDE

I testi del presente Protocollo in arabo, cinese, francese, russo e spagnolo del presente Protocollo fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

APERTO ALLA FIRMA a Kingston dal diciassette al ventotto agosto millenovecentonovantotto, in un unico originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

